



Conseil économique et social

Provisoire

23 juillet 2008

Français

Original: anglais

Réunion spéciale consacrée à la crise alimentaire mondiale

Compte rendu analytique provisoire de la 8^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 21 mai 2008, à 15 heures

Président : M. Mérorès (Haïti)

Sommaire

Déclarations des États Membres, organismes, fonds et programmes (*suite*)

Déclaration du Président du Conseil économique et social

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un memorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

08-34887 (F)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Déclarations des États Membres *(suite)*

1. **M. Takasu** (Japon) rappelle que M. Fukuda, Premier Ministre du Japon, en sa qualité de Président du G-8, a annoncé son intention de prendre des mesures concernant les prix mondiaux des produits alimentaires et d'en faire une question prioritaire au prochain sommet du G-8. Il a demandé la contribution du système des Nations Unies à ce sujet. La tenue prochaine de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA IV) permettra d'élaborer des mesures afin de renforcer la production agricole dans les pays africains.

2. L'Équipe spéciale sur la crise alimentaire mondiale nouvellement créée a été chargée d'élaborer un plan d'action global devant être examiné à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale qui se tiendra à Rome. La Conférence devrait déboucher sur un engagement politique ferme pour s'attaquer à la crise ainsi que sur l'établissement d'une feuille de route accompagnée de lignes directrices et de calendriers d'exécution en vue d'une action internationale. Une réponse bien coordonnée de la part des organismes du système des Nations Unies et des institutions financières internationales est absolument nécessaire pour que le plan d'action puisse servir de base à une action collective internationale.

3. L'augmentation du prix des denrées alimentaires a déjà provoqué des troubles sociaux et économiques dans de nombreux pays en développement. Pour commencer, la communauté internationale doit se concentrer sur l'aide alimentaire d'urgence. Le Japon a déjà annoncé une contribution de 100 millions de dollars à l'aide alimentaire d'urgence sur une période de trois mois, mais ce n'est pas assez. Il conviendrait d'accorder une attention équivalente aux stratégies à long terme pour accroître la production alimentaire locale et assurer la sécurité alimentaire dans chaque État. Cela fait longtemps que l'agriculture et la production agricole dans les pays en développement n'occupent plus le rang de priorité élevé qu'elles devraient en termes d'allocation budgétaire, d'assistance financière, d'investissements et de recherche et développement en matière de technologie. Une assistance technique et financière est nécessaire pour améliorer les capacités de production alimentaire et les stocks vivriers dans les pays en développement, notamment en Afrique. La prochaine CITDA IV sera

une occasion d'examiner la promotion de la production et de la productivité agricoles par l'adoption de mesures telles que le renforcement des capacités, l'irrigation et le développement des infrastructures. Le Japon contribuera au doublement de la production de riz en Afrique en collaboration avec d'autres pays et organismes, en partie par la distribution d'une variété de riz à haut rendement qui résiste à la sécheresse et aux insectes. La production de biocarburants doit être compatible avec le besoin d'assurer la sécurité alimentaire.

4. Le mouvement enclenché actuellement à un niveau élevé et l'engagement politique en faveur d'une action collective internationale offrent la possibilité de répondre au défi de réaliser la sécurité alimentaire pour tous. Le Japon est prêt à prendre la tête des efforts qui seront déployés pour relever ce défi commun.

5. **M. Gonsalves** (Saint-Vincent-et-les Grenadines) est d'avis que la crise actuelle n'est que le symptôme de failles structurelles plus profondes dans le système économique mondial. La pénurie alimentaire et les prix élevés ont déjà provoqué des émeutes et une instabilité politique au sein de la région de la Communauté des Caraïbes. Son pays continuera à fournir une modeste assistance aux États de la CARICOM les plus touchés, mais il faut faire beaucoup plus.

6. Son gouvernement essaie d'atténuer les conséquences de la montée en flèche du coût des produits importés en augmentant la production locale. Le plan national de production alimentaire prévoit la fourniture gratuite d'engrais aux producteurs de produits alimentaires de base, une distribution de semences subventionnées, une sélection scientifique de variétés de cultures, une utilisation agressive des cultures tissulaires, une aide financière pour la diversification de l'agriculture et le développement de programmes d'éducation agricole.

7. Or, ces mesures locales n'ont pas suffi à mettre le pays à l'abri de l'augmentation des prix et des pénuries. Une libéralisation du commerce non équilibrée a nui à la concurrence et les changements climatiques ont détruit des moyens de subsistance séculaires provenant de l'agriculture et de la pêche. La production des biocarburants telle qu'elle se fait actuellement est irresponsable et devrait cesser. Les subventions agricoles devraient aussi être éliminées. Il se félicite toutefois des annonces de contributions de la République bolivarienne du Venezuela, du Japon et du

Royaume-Uni devant servir à la fourniture d'une aide alimentaire. Il espère que d'autres États prendront des initiatives semblables. Les États producteurs de pétrole ont également un rôle spécial à jouer dans l'atténuation de la situation d'urgence actuelle. Il se félicite de l'annonce du Secrétaire général visant à mettre en place une équipe spéciale de haut niveau et souligne l'importance cruciale des pêcheries dans toute analyse d'approvisionnement alimentaire. Il rappelle aux États l'importance de respecter leurs engagements en matière d'aide publique au développement et de coopérer avec les États en développement dans l'amélioration de la production des cultures.

8. Les niveaux élevés de consommation d'une minorité de personnes ont endommagé de façon irréversible la santé de la planète et sa capacité de production. Bien qu'ils ne ressentent pas actuellement les effets des changements climatiques, les pollueurs ont malgré tout une obligation morale de prendre des mesures pour remédier à la situation. À moins que des changements structurels ne soient apportés au système économique et aux structures de production, la situation risque de se détériorer encore davantage. La communauté internationale devrait s'attaquer résolument à la crise qui sévit actuellement ainsi qu'à ses causes profondes.

9. **M. Natalegawa** (Indonésie) indique qu'à son avis la crise actuelle a été occasionnée par des facteurs interreliés, allant d'une demande accrue à un taux d'accroissement régressif de la productivité. L'augmentation des prix de l'énergie a influé sur les coûts des agriculteurs et leur accès aux besoins essentiels tels que les engrais. Le système commercial international, notamment les subventions agricoles dans les économies développées, a également eu des incidences négatives. La solution doit être recherchée sur plusieurs fronts dans le cadre d'une approche globale et coordonnée soutenue.

10. Il est impérieux que le Programme alimentaire mondial puisse agir auprès des personnes les plus touchées. À long terme, nous avons besoin d'un programme mondial durable en matière de sécurité alimentaire. L'agriculture et le développement rural sont des éléments importants pour parvenir à un développement durable et une stabilité mondiale. Il faut réviser les politiques agricoles en vue d'accroître la production. Une action globale pour lutter contre les changements climatiques comprenant à la fois des mesures d'adaptation et d'atténuation contribuerait à la

sécurité alimentaire mondiale. Il importe donc que les négociations du Cycle de Doha soient menées à bien dans les plus brefs délais.

11. Sa délégation se félicite de la décision du Secrétaire général de mettre en place une équipe spéciale sur la crise alimentaire mondiale et propose qu'un mécanisme mondial soit établi et serve de système d'alerte rapide sur la sécurité alimentaire. Il serait aussi intéressant d'examiner la possibilité d'organiser, au début de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, une réunion de haut niveau qui mettrait l'accent sur la sécurité alimentaire. Toutes les nations devront travailler ensemble pour trouver une solution à la crise.

12. **M. Abdelaziz** (Égypte) est d'avis que la flambée du prix des produits alimentaires de base observée récemment aura des conséquences très graves sur les efforts des pays en voie de développement vers la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international. Au vu de l'impasse des négociations du programme de développement de Doha, la communauté internationale doit agir rapidement pour résoudre la crise, elle-même causée par une série de facteurs, notamment les changements climatiques, une production accrue de biocarburants et les effets négatifs des subventions agricoles faussant les échanges dans les pays développés.

13. La désaffection pour le développement du secteur agricole dans les pays en développement au cours des dernières années, surtout de la part des institutions financières internationales, a également contribué à la crise actuelle. La part des investissements et l'aide publique au développement en faveur de l'agriculture connaissent un déclin. L'objectif le plus urgent est d'assurer la sécurité alimentaire parce qu'elle a une incidence directe sur les progrès vers d'autres objectifs de développement.

14. Il espère que les initiatives internationales proposées en réponse à la crise seront toutes mises en œuvre. L'issue de la réunion en cours devrait contribuer aux travaux de la réunion de haut niveau à Rome dont l'objet est de mobiliser l'appui international et d'élaborer un plan d'action concret. Il est crucial de renforcer la coordination entre toutes les initiatives et les réunions et d'en assurer la cohérence.

15. La crise actuelle exige des mesures aux niveaux régional, national et international, laissant un espace politique suffisant aux pays en développement, ainsi

que des actions concrètes immédiates, à moyen et à long terme. L'appel du Secrétaire général demandant au Programme alimentaire mondial et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture d'apporter un appui immédiat tout en recherchant des solutions à moyen et à long terme est un bon exemple à cet égard. L'Équipe spéciale nouvellement créée présentera un plan d'action global à la conférence de haut niveau à Rome. Il conviendrait que tous les États Membres prennent part au suivi de la conférence. Enfin, il appuie l'idée de tenir un débat de haut niveau au début de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale pour faire le point sur la situation.

16. **M. Normandin** (Canada) souligne qu'il importe que la communauté internationale ait présent à l'esprit les incidences que la crise alimentaire pourrait avoir sur les progrès se rapportant aux objectifs du Millénaire pour le développement. En réponse aux besoins d'urgence, le Canada a récemment augmenté son aide alimentaire annuelle de 50 millions de dollars des États-Unis et a annoncé un déliement de toutes ses contributions d'aide alimentaire en vue de permettre à ses partenaires d'assouplir l'approvisionnement des produits alimentaires de base et de renforcer les capacités d'intervention. À long terme, des politiques facilitant la fourniture dans les pays en développement seront les plus efficaces.

17. Le Canada appelle tous les pays à autoriser un accès humanitaire sans entrave pour faire en sorte que les denrées alimentaires soient distribuées aux personnes qui sont le plus dans le besoin. En outre, il importe d'approfondir l'analyse des incidences probables de la crise alimentaire sur les États fragiles et de tenir compte de la situation de ces États lors de l'élaboration d'une intervention internationale coordonnée. Enfin, il est capital d'examiner des solutions à moyen et à long terme qui permettent de traiter les causes sous-jacentes de la crise alimentaire mondiale, de renforcer la gouvernance, de mettre au point des politiques agricoles judicieuses et de promouvoir des réformes du commerce qui mettent l'accent sur le renforcement de la sécurité alimentaire mondiale.

18. **M. Mansour** (Tunisie), notant que bon nombre de personnes touchées par la crise alimentaire mondiale vivent en zones rurales, estime qu'il est de la plus haute importance d'investir dans l'agriculture et de permettre à ces personnes un meilleur accès aux

marchés afin d'accroître la production agricole et les revenus des agriculteurs. Étant donné qu'un grand nombre de régions sont confrontées au problème de la faim, il pourrait s'avérer nécessaire de réévaluer les chances de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement sans perdre de vue la possibilité que toute crise alimentaire prolongée risque d'engendrer une instabilité. Il faut que les institutions internationales œuvrant dans le domaine de la finance et du commerce accordent davantage d'attention aux politiques en matière de production alimentaire et que l'alimentation soit un point majeur des négociations commerciales de Doha.

19. Enfin, il rappelle que le Président de la Tunisie a récemment demandé à tous les pays riches en pétrole de donner au Fonds mondial de solidarité un dollar pour chaque baril de pétrole afin de pouvoir protéger le monde contre la famine et l'instabilité.

20. **M. Sen** (Inde) pense que la cause réelle de la crise actuelle ne réside pas dans l'augmentation des niveaux de consommation dans les pays en développement, ce qui dure depuis une décennie, mais plutôt dans les niveaux de consommation excessifs et non durables dans les pays développés.

21. La demande en pétrole s'est accrue de 1 % seulement au cours des deux dernières années, tandis que le prix du pétrole a augmenté de 90 %. Le prix élevé du pétrole et des denrées alimentaires à bas prix ont favorisé la vente de céréales vivrières aux producteurs d'énergie aux fins de développement énergétique. Dans de nombreux pays développés, les terres utilisées pour les cultures vivrières ont été perdues au profit des biocarburants. Il se félicite donc de l'appel lancé hier en faveur de l'élimination des biocarburants.

22. La crise financière a également eu un impact direct sur le fait que les spéculateurs, encouragés par la baisse relative du dollar, ont investi dans des opérations à terme sur les denrées alimentaires. Cette illusion s'envolera éventuellement et les prix baisseront au moins de façon marginale.

23. Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a indiqué, dans son dernier rapport, l'incohérence à l'échelle du système. En effet, alors que la FAO, le PAM et le PNUD luttent pour ce droit, les institutions de Bretton Woods, de leur côté, conseillaient aux pays d'exporter leurs excédents alimentaires – ce qui est raisonnable – mais aussi de transformer leurs cultures

vivrières destinées à la population locale en cultures commerciales pour l'exportation – ce qui est dommageable. Le Malawi, qui n'a pas tenu compte de ces conseils, a réintroduit les subventions à l'achat d'engrais et de semences et est très vite devenu autosuffisant, voire même un exportateur net de denrées alimentaires. Il s'oppose donc à toute suggestion visant à éliminer les restrictions sur les exportations alimentaires dans l'intérêt d'un purisme marchand. Ce sont les conseils des institutions de Bretton Woods qui sont en partie responsables en premier lieu de la crise.

24. La communauté internationale pourrait faire beaucoup collectivement. Le Fonds international de développement agricole pourrait rechercher des solutions aux problèmes des petits agriculteurs et des agriculteurs marginaux et d'autres organes internationaux pourraient se pencher sur des domaines clés tels que la mise en valeur des terres, la gestion de l'eau et les techniques relatives aux semences. Pendant la révolution verte, des semences améliorées étaient accessibles et les droits de propriété intellectuelle relevaient du domaine public. Aujourd'hui, à cause de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord ADPIC), ces droits relèvent du domaine privé et contribuent à l'inflation des prix des produits alimentaires. La question des aspects des droits de propriété intellectuelle est tout aussi importante que l'élimination des subventions agricoles dans les pays développés. Il se félicite du fait que le Premier Ministre du Royaume-Uni l'ait bien reconnu à la séance précédente.

25. Enfin, comme l'a indiqué le Premier Ministre indien, un nouveau pacte mondial est nécessaire, un pacte entre les pays développés et les pays en développement, entre les économies en excédent de terres et celles en excédent de main-d'œuvre et entre les exportateurs et les importateurs de denrées alimentaires.

26. **M. Løvald** (Norvège) fait observer que la Norvège a déjà annoncé une contribution équivalant à 20 millions de dollars pour contrer les conséquences humanitaires de la crise alimentaire en Afrique, dont 12 millions de dollars seront alloués aux activités du Programme alimentaire mondial dans plusieurs pays africains. Il souligne également que la Norvège a apporté un appui à la Facilité de protection contre les chocs exogènes du Fonds monétaire international.

27. Reconnaissant qu'aucune institution ou agence ne peut résoudre à elle seule la crise de la faim, sa délégation se félicite de la création de l'Équipe spéciale du Secrétaire général et de son vaste champ d'action. Les partenariats et la coordination au sein de l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres acteurs humanitaires et du développement sont extrêmement importants. La participation du Comité permanent interorganisations et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires permettra une meilleure coordination et une utilisation efficace du Fonds autorenouvelable de secours d'urgence auquel la Norvège verse l'une des contributions les plus élevées.

28. L'intensification de la production agricole et du développement rural est une priorité évidente. Cela devrait être conjugué aux mesures visant à permettre aux agriculteurs eux-mêmes, y compris les petits exploitants, de bénéficier directement des prix payés par les consommateurs. Le secteur privé pourrait contribuer à réaliser des résultats réels dans l'agriculture. La Norvège s'est associée à Yara, la compagnie qui domine le marché mondial des éléments fertilisants, dans le cadre d'un partenariat public-privé visant à assurer à des coûts abordables la fourniture d'engrais à bref délai aux petits agriculteurs pour la prochaine saison de plantation.

29. La réduction substantielle des subventions et des droits de douane appliqués aux produits agricoles par les pays développés constitue un point important des négociations de Doha. La Norvège s'est engagée à faire sa part pour respecter le mandat de ces négociations.

30. **M. Løvald** convient qu'il importe que les politiques en matière de biocarburants soient compatibles avec la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement, mais il tient à préciser que les biocarburants ne jouent pas nécessairement un rôle majeur dans l'augmentation des prix des produits alimentaires. La question mérite un examen et un suivi plus approfondis. Enfin, il signale que la Norvège est disposée à faire des efforts pour contrer les effets de la crise alimentaire mondiale. Les pays en développement ne devraient pas assumer seuls tout le fardeau économique de l'augmentation des coûts.

31. **M. Borg** (Malte) tient à préciser que Malte, en tant que pays importateur net de produits alimentaires, est particulièrement préoccupée par l'impact de la crise alimentaire. La hausse des prix des denrées

alimentaires qui touche des millions de personnes à travers le monde porte bien son nom de « tsunami silencieux ». Par conséquent, sa délégation se félicite de la décision de mettre en place une équipe spéciale de haut niveau chargée de la question.

32. À son avis, les discussions devraient porter essentiellement sur l'agriculture durable. De nombreux agriculteurs dans les pays en développement ne sont pas en mesure de se procurer le matériel nécessaire. L'assistance de la communauté internationale aiderait à accroître la production alimentaire et à créer de nouvelles possibilités d'emploi. Les changements climatiques ont également des conséquences désastreuses sur l'approvisionnement en eau, et cela risque de donner lieu à une instabilité régionale. Il est donc essentiel que l'Organisation des Nations Unies agisse de façon coordonnée avec la participation de toutes les parties intéressées.

33. **M^{me} Blum** (Colombie) est d'avis que les causes de la crise alimentaire sont complexes et exigent une analyse objective globale. Dans ce sens, l'Assemblée générale est une tribune précieuse pour les discussions. La Colombie se félicite de la mise en place de l'Équipe spéciale et demande que des mécanismes de communication soient établis entre les États Membres.

34. La crise alimentaire a attiré l'attention sur l'importance de s'attaquer aux déséquilibres du système commercial international. Il est urgent que les pays développés s'engagent à réduire les mesures protectionnistes et les subventions agricoles qui découragent l'investissement agricole dans le monde en développement.

35. La demande croissante d'énergie est également une source de préoccupation. Toutefois, les doutes quant à l'utilisation des biocarburants ne sont pas nécessairement justifiés. En Colombie, la production de biocarburants à partir de cultures comme la canne à sucre et l'huile de palme a stimulé le secteur agricole et créé des milliers d'emplois sans nuire à la production des denrées alimentaires. Il importe néanmoins, étant donné l'augmentation de la demande mondiale en combustible, de promouvoir la coopération avec le monde en développement par le renforcement des capacités, le transfert de technologie et l'accès accru au marché international.

36. **M^{me} Banks** (Nouvelle-Zélande) pense qu'il faut non seulement assurer une sécurité alimentaire immédiate aux personnes qui dépendent déjà d'une

aide humanitaire, mais également inciter les investissements à long terme orientés vers l'agriculture dans les pays les plus touchés. Une réforme des marchés agricoles tout comme des réductions tarifaires sont indispensables. Pour ces raisons, il faut de toute urgence mener à bien les négociations du Cycle de Doha.

37. La Nouvelle-Zélande se félicite de la création de l'Équipe spéciale et attend avec intérêt la prochaine conférence sur la sécurité alimentaire mondiale.

38. **M^{me} de Chamorro** (Nicaragua), remerciant le Japon et la République bolivarienne du Venezuela de leurs récentes annonces de contribution concernant une augmentation de l'aide alimentaire d'urgence, exprime la satisfaction de sa délégation à propos de la création de l'Équipe spéciale par le Secrétaire général et tient à préciser que toute proposition de stratégie doit être débattue et approuvée par l'Assemblée générale.

39. Les causes profondes de la crise ont pour origine un ordre économique international préjudiciable à l'agriculture des pays en développement. Sa délégation espère que les diverses activités et réunions devant avoir lieu dans les mois à venir, y compris le Cycle de Doha et la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, susciteront une volonté politique suffisante pour apporter des changements radicaux dans l'ordre économique mondial. Enfin, elle indique que le Nicaragua a demandé au Secrétaire général de distribuer un document contenant les conclusions du dernier sommet sur la sécurité alimentaire qui s'est tenu à Managua.

40. **M. Davide** (Philippines) tient à préciser que les Philippines ont demandé la tenue d'un débat thématique sur la crise alimentaire au cours de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale et la convocation d'une réunion de haut niveau par la suite.

41. Il importe, en particulier, de fournir des fonds à l'Institut international de recherche sur le riz des Philippines, le principal dépositaire mondial des semences de riz et de l'information génétique et autres données sur le riz. La propagation de la delphacide brune du riz a beaucoup nui aux récoltes de riz en Asie de l'Est.

42. Comme l'a affirmé récemment M. Jeffrey Sachs, le destin d'une société globale dépend de la mise au point de nouvelles formes de coopération mondiale. Au

cours de sa soixante-deuxième session, l'Assemblée générale doit faire le nécessaire pour mener à bien cette tâche.

43. **M. Reina** (Honduras), faisant référence à quelques-unes des causes de la crise alimentaire, telles que les subventions agricoles, la crise énergétique, les changements climatiques et les obstacles au commerce international, redoute que la hausse des prix des produits alimentaires, malgré tous les efforts déployés par son pays pour réaliser la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en ce qui concerne la malnutrition chronique grave, ne vienne compromettre tout nouveau progrès. En outre, la production de biocarburants renouvelables, bien qu'ils représentent un énorme potentiel économique, ne doit pas mettre en danger la sécurité alimentaire. Il souligne la nécessité de mettre en œuvre des stratégies visant à dispenser aux agriculteurs des pays en développement une formation sur les semences, les engrais et le matériel de façon à ce qu'ils puissent accroître leur production et vivre décemment.

44. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont examiné ces questions dans le cadre de la Conférence ministérielle régionale sur l'élimination de la malnutrition des enfants. Lors d'une réunion qui s'est tenue récemment à Lima entre les chefs d'État de ces pays et l'Union européenne, il a été proposé de créer un fonds vert afin de faciliter la mise en œuvre complète de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

45. **M^{me} Gallardo Hernández** (El Salvador), notant que des facteurs tels que la crise économique aux États-Unis d'Amérique et la montée des prix du carburant ont contribué à la crise alimentaire, estime aussi, comme M. Sachs l'a mentionné à juste titre, que la communauté internationale doit continuer à soutenir les agriculteurs dans les pays à revenu moyen. De nouveaux mécanismes de financement sont nécessaires pour aider les pays en développement à surmonter la crise. À ce propos, le partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture proposé par la France présente des perspectives encourageantes.

46. El Salvador propose de mener une action commune au niveau régional. Il a aussi mis en place une commission multidisciplinaire chargée d'examiner des solutions au niveau national. À cet égard, le pays possède la capacité de diversifier ses cultures mais il

ne dispose pas de la technologie nécessaire. Une loi sur l'expansion des terres cultivées est à l'examen, ainsi qu'un projet sur la distribution aux agriculteurs de variétés de semences améliorées. Son gouvernement demeure résolu à coopérer à la recherche collective et multilatérale de solutions.

47. **M. Yousfi** (Algérie) signale que la crise alimentaire actuelle, exacerbée par une spéculation du marché des produits de base, a révélé un dysfonctionnement systémique de l'économie mondiale qui nécessite des solutions structurelles. À son avis, le monopole de plus en plus grand d'un certain nombre d'entreprises internationales sur certains produits de base agricoles est le facteur principal de la crise et non l'augmentation du prix du pétrole. Un autre facteur ayant contribué à la crise réside dans la réduction de la production agricole dans les pays en développement suite à la mise en œuvre des politiques agricoles recommandées par l'Organisation mondiale du commerce, qui reposent sur un avantage comparatif et mettent l'accent sur la croissance des échanges commerciaux.

48. Pour contrer les effets de la crise alimentaire actuelle, il faudrait que la nouvelle Équipe spéciale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire établisse les bases d'un cadre d'action stratégique mondial à court et à long terme. La priorité immédiate consiste à nourrir ceux qui souffrent de la faim en augmentant l'aide alimentaire. Des solutions à plus long terme sont toutefois nécessaires, en particulier en ce qui concerne l'accroissement de la productivité agricole. À cet égard, il est essentiel de coordonner étroitement les politiques nationales et internationales en matière de production des produits agricoles de base. En outre, la communauté internationale doit soutenir l'incorporation graduelle du droit à l'alimentation dans le contexte de la sécurité alimentaire et, d'une façon plus générale, de la sécurité humaine.

49. **M. Wolfe** (Jamaïque) tient à préciser que la crise alimentaire aura des effets négatifs sur le développement et la sécurité alimentaire internationale. À moyen et à long terme, les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pourraient fort bien être contrecarrés.

50. L'augmentation du prix des engrais et des aliments pour animaux n'ont fait qu'exacerber la situation déjà lamentable dans son pays. En conséquence, le Gouvernement a lancé une série

d'initiatives nationales afin de promouvoir les activités agricoles et réduire les droits d'importation sur certaines denrées alimentaires. Au niveau régional, la Communauté des Caraïbes a récemment tenu une réunion extraordinaire pour examiner l'impact des prix des denrées alimentaires sur le niveau de vie dans la région. Le Système économique latino-américain et des Caraïbes tiendra bientôt, à Caracas, une réunion régionale de haut niveau sur la sécurité alimentaire en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de formuler des solutions pour répondre à la crise et coordonner les positions régionales communes en vue de la préparation de la prochaine conférence à Rome.

51. Un investissement à long terme dans l'agriculture aux niveaux national, régional et international est crucial si l'on veut empêcher la récurrence de situations semblables à l'avenir. Les pays devront à tout le moins s'efforcer de produire suffisamment pour répondre à la consommation intérieure. Il est également important de mener à bon terme les négociations du Cycle de Doha. À court terme, il faut augmenter les contributions aux organismes humanitaires dont le Programme alimentaire mondial.

52. Sa délégation attend avec intérêt les recommandations de la nouvelle Équipe spéciale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et partage l'avis des délégations qui ont proposé de présenter ces recommandations à l'Assemblée générale pour un nouvel examen.

53. **M^{me} Aitimova** (Kazakhstan) estime que la détérioration de la situation de l'économie mondiale et la crise alimentaire ont neutralisé l'impact de tous les efforts humanitaires précédents déployés par la communauté internationale et qu'il sera désormais difficile de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Plusieurs pays dans diverses régions du monde connaissent des pénuries alimentaires.

54. Vu l'aggravation de la pénurie alimentaire sur les marchés mondiaux, le Kazakhstan a pris des mesures pour assurer sa propre sécurité alimentaire. Le Gouvernement a alloué des fonds à partir de ses réserves pour l'achat de produits alimentaires de base et les a entreposées à proximité des grandes villes en prévision de crises alimentaires extérieures. Il a également interdit temporairement les exportations de maïs jusqu'à la prochaine récolte afin de stabiliser le marché intérieur des produits alimentaires.

55. Le Kazakhstan est un important producteur de maïs. Il dispose également d'une production animale, dont le potentiel est énorme, basée sur des méthodes écologiquement et génétiquement sûres. À l'instar des coûts élevés du pétrole, la crise financière et la crise alimentaire ont entraîné une inflation dans l'ensemble du monde. Le Kazakhstan pourrait jouer un rôle significatif tant dans le domaine de l'énergie que dans celui de l'alimentation.

56. Comme l'a déclaré le Président du Kazakhstan à l'occasion du Forum économique mondial sur le Moyen-Orient à Sharm el-Sheikh, la crise financière mondiale est certes un problème, mais la crise alimentaire mondiale est une tragédie pour des millions de personnes sur la planète. Cette crise ne pourra être résolue que par une action coordonnée de la part de la communauté internationale. Le Kazakhstan espère que l'Équipe spéciale du Secrétaire général mènera à bien ses travaux. Il se félicite aussi du fait que la crise alimentaire mondiale sera examinée à la Conférence de la FAO en juin et au prochain sommet du G-8. Ces réunions devraient servir à trouver des moyens efficaces de surmonter la crise alimentaire mondiale. Le Kazakhstan proposera ses propres solutions pour résoudre le problème.

57. **M. Hannesson** (Islande) déclare que son gouvernement se dit prêt à faire sa part en prenant les mesures nécessaires pour résoudre la crise alimentaire internationale. Il a déjà donné suite à l'appel extraordinaire du Programme alimentaire mondial de répondre aux besoins d'urgence.

58. Étant donné que l'égalité des sexes en agriculture revêt une importance vitale pour faire face à la crise, l'Agence islandaise de développement international a coopéré avec des pays partenaires pour promouvoir l'égalité des droits et encourager la participation active des femmes dans l'économie, renforçant ainsi la sécurité alimentaire locale. L'Islande a également intensifié son appui aux travaux du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.

59. Dans le cadre de son action menée pour la recherche de solutions durables, l'Islande lancera bientôt un programme de l'Université des Nations Unies sur la technologie des sols, fondé sur sa longue expérience dans le gain de terres sur l'érosion. Elle a également mis au point le programme de formation à la pêche de l'Université des Nations Unies. Ce programme reflète l'importance que le pays accorde à

la formation technique et à l'échange des technologies pour assurer le développement durable des pêches, tout comme les principaux responsables de l'approvisionnement alimentaire aux peuples les plus pauvres du monde. Le renforcement de la sécurité alimentaire et l'augmentation de la production alimentaire ont été au cœur de la coopération bilatérale de l'Islande en matière de développement. Une attention particulière a été accordée aux projets de renforcement des capacités en Afrique australe, en Asie et en Amérique centrale, principalement dans le domaine des pêches. D'autres mesures gouvernementales sont actuellement à l'examen.

60. **M. Sow** (Guinée) fait observer que la Guinée a été particulièrement touchée par la crise actuelle, résultant des effets conjugués de la hausse du prix du pétrole, des changements climatiques, du déclin de l'aide publique au développement et de la crise des marchés financiers, tous étant survenus au moment où les nouvelles réformes du Gouvernement commençaient à peine à porter fruits. En réponse à la crise alimentaire, le Gouvernement a pris des mesures pour subvenir aux besoins de sa population à court, à moyen et à long terme. Les mesures d'urgence comprennent notamment l'établissement d'un Conseil national pour la sécurité alimentaire, la signature d'un partenariat public-privé pour stimuler le développement agricole, la création d'un fonds pour financer des accords et l'adoption d'un plan d'action national sur les changements climatiques.

61. Pour revitaliser le secteur agricole, dont les possibilités sont énormes, la Guinée compte aussi sur les synergies créées suite aux initiatives communes prises par les parties intéressées aux niveaux local, régional et international. À ce propos, M. Sow se félicite du récent Sommet de l'Union du fleuve Mano sur les problèmes générés par la crise alimentaire.

62. **M. Matenje** (Malawi) indique qu'à son avis la crise alimentaire exige une action collective urgente de la part de la communauté internationale et, plus important encore, de la part des gouvernements nationaux. Au cours des trois dernières années, son gouvernement a lancé des initiatives audacieuses pour aider les agriculteurs à acheter des intrants agricoles de base. Conséquemment, son pays a produit plus de denrées alimentaires que tout ce dont il a besoin pendant trois saisons. En appui au programme de subvention, le Gouvernement a remanié les services de vulgarisation de façon à transférer les connaissances et

les compétences aux petits agriculteurs. Le Gouvernement a également investi dans des projets d'irrigation et de mise en valeur des ressources en eau dans le cadre d'une stratégie à long terme visant à assurer une sécurité alimentaire durable. La mise en œuvre de ces initiatives, dont l'objectif est de faire baisser le coût des produits alimentaires et de mettre le Malawi à l'abri de la faim, appelle la participation de toutes les parties intéressées. À cet égard, des mesures ont été prises pour s'assurer de la pleine participation des femmes, qui comptent pour environ 70 % de tous les petits agriculteurs du Malawi.

63. Toutefois, des facteurs externes continuent de mettre en péril les progrès accomplis jusqu'ici. Sa délégation appuie donc l'élaboration de mesures en faveur d'un plan d'action concret. Elle est aussi d'avis que la crise alimentaire doit être un thème central de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. M. Matenje invite la communauté internationale à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins développés, à s'adapter aux effets des changements climatiques et à en atténuer les effets. Il est également crucial pour la communauté internationale d'éliminer les subventions agricoles et les droits de douane au cours du Cycle de Doha afin de stimuler la croissance économique dans les pays en développement.

64. **M. Bui The Giang** (Viet Nam) déclare que son gouvernement, en réponse à la crise alimentaire mondiale, a appliqué un certain nombre de mesures d'urgence pour stimuler l'économie et soutenir le secteur agricole. La situation au Viet Nam est redevenue essentiellement normale grâce au contrôle des prix des denrées alimentaires et au respect du droit à l'alimentation de la majorité de la population, en particulier les pauvres. Le delta du Mékong, c'est-à-dire le principal stock de rizières du Viet Nam, a récemment enregistré une récolte exceptionnelle, assurant ainsi une sécurité alimentaire nationale et permettant au pays de respecter ses contrats existants d'exportation de riz et d'envisager la signature de nouveaux contrats. Son gouvernement travaille en étroite collaboration avec des partenaires étrangers sur la conclusion d'éventuels accords commerciaux sur le riz, notamment avec des pays d'Asie et d'Afrique, et se prépare en vue de la quatrième Conférence internationale sur le développement africain qui se tiendra bientôt à Tokyo.

65. Il n'y a pas de solution unique à la crise alimentaire mondiale et aucun pays ne peut relever seul ce défi. Répondre aux besoins de la faim est une priorité immédiate. À long terme, il sera impératif de sensibiliser les décideurs et la population en général au rôle vital de l'agriculture et à la nécessité d'investir dans le secteur. Les pays développés devront poursuivre jusqu'au bout leurs engagements de financer le développement, en particulier dans le secteur agricole, et fournir une assistance technique supplémentaire dans le renforcement des capacités agricoles et le transfert de technologie. L'appui continu des donateurs à la coopération sud-sud en agriculture est également capital.

66. **M. Del Rosario Ceballos** (République dominicaine) voudrait voir l'Assemblée générale jouer un rôle plus actif dans la lutte contre la crise alimentaire mondiale. Il tient à préciser que le Secrétaire général a joué un rôle important dans la mobilisation des ressources et des intérêts du système des Nations Unies pour faire face aux défis actuels.

67. En Amérique latine et dans les Caraïbes, comme ailleurs, la hausse des prix des denrées alimentaires a affecté le plus durement les régions les plus pauvres. En République dominicaine, les effets conjugués de la hausse du prix du pétrole, des prix élevés des denrées alimentaires et les catastrophes naturelles survenues récemment risquent fortement d'étouffer l'économie. Il est donc primordial d'envisager une nouvelle approche de la politique alimentaire mondiale qui ne porte pas uniquement sur la faim ou la malnutrition mais englobe également d'autres éléments étroitement liés tels que l'énergie, les changements climatiques, les subventions et les investissements.

68. Afin d'atténuer les effets de la crise, le Président a proposé la création de deux fonds, à savoir un fonds mondial de solidarité alimentaire et un fonds mondial d'assistance en pétrole, les deux visant à aider les pays en développement qui importent principalement des denrées alimentaires et du carburant. Les fonds, qui pourront être financés par des pays ayant profité des prix élevés du pétrole et des pays développés ayant réduit leur aide publique au développement, serviront à mettre en place des mesures de protection sociale immédiates en faveur des groupes les plus vulnérables. L'aide sera fournie sous forme de prêts assortis de conditions libérales et de faibles taux d'intérêt et de délais de grâce étendus sur une longue période. Ainsi, les surplus financiers générés dans les pays

exportateurs de pétrole seront réinvestis pour aider à revigorer l'économie mondiale.

69. **M^{me} Núñez Mordoche** (Cuba) signale qu'il est absolument essentiel d'exclure les produits de base tels que les céréales des discussions sur les critères de viabilité de la production de biocarburants. S'il en était autrement, cela constituerait une menace à la sécurité alimentaire et à la jouissance du droit à l'alimentation en tant que droit de l'homme fondamental. Il importe d'examiner les diverses causes sous-jacentes de la crise, notamment la répartition inégale des richesses au niveau mondial et dans différents pays qui rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres.

70. Un commerce non réglementé a ouvert des perspectives illimitées aux multinationales agro-industrielles. Au lieu de promouvoir un système commercial équilibré qui tienne compte des besoins des pays en développement, l'OMC a renforcé la position des joueurs dominants à l'échelle internationale. En effet, les demandes présentées dans le cadre du Cycle de Doha en faveur des pays en développement visant à libéraliser davantage le commerce ne feront qu'accroître leur dépendance à l'égard des importations des denrées alimentaires. Au fil du temps, l'importation massive de denrées alimentaires, généralement très subventionnées, a découragé la production locale et l'investissement agricole dans les pays en développement, entraînant ainsi le secteur agricole dans un état d'abandon total. En outre, le non-respect des engagements publics des pays développés en matière d'aide au développement a porté un terrible coup aux pays en développement.

71. Si l'on veut trouver des solutions efficaces à la crise énergétique et aux changements climatiques, il faut que les pays développés montrent la voie en modifiant leur production non durable et leurs modes de consommation. Ils doivent aussi respecter leurs engagements en vertu du Protocole de Kyoto sans rechercher de nouvelles conditions et établir des objectifs plus ambitieux à l'égard des réductions d'émissions dans le cadre du programme adopté à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Cycle de Doha doit devenir un forum du développement véritablement fécond. Afin de s'attaquer aux problèmes engendrés par la volatilité des prix et l'insécurité alimentaire, les gouvernements doivent constituer des réserves alimentaires aux niveaux régional et national. Il est également temps de soumettre les sociétés multinationales du secteur de

l'agro-industrie et de l'énergie à un impôt sur les bénéfices. Les montants recueillis iraient dans un fonds des Nations Unies pour l'agriculture dans les pays en développement.

72. Le PNUD et les organismes devraient réorienter une partie de leurs efforts pour faciliter le transfert de techniques agricoles modernes aux pays en développement et les aider à développer la capacité nécessaire pour assumer la transformation urgente que requiert le secteur agricole, notamment le développement d'une infrastructure de base. Il se félicite de la mise en place de l'Équipe spéciale et espère que les conclusions auxquelles elle parviendra seront présentées aux États Membres pour examen.

73. **M. Olinger** (Luxembourg) se félicite de l'initiative visant à organiser la réunion spéciale sur la crise alimentaire mondiale. C'est un exemple de la revitalisation du Conseil économique et social. La réponse internationale exige des actions à court, à moyen et à long terme dans le cadre d'une stratégie cohérente. À court terme, il faut accroître l'aide alimentaire d'urgence tout en veillant à ce que l'assistance humanitaire n'entraîne pas de conséquences indésirables. Son gouvernement a fait une contribution immédiate de 1,3 million d'euros en aide d'urgence au Programme alimentaire mondial et a intensifié sa coopération avec ses pays partenaires d'Afrique de l'Ouest. Il collabore avec le Gouvernement nigérien à l'application des enseignements tirés de la crise alimentaire qu'a connue ce pays en 2005 ainsi qu'à la mise au point de mesures préventives.

74. À moyen et à long terme, la cohérence des politiques agricoles mondiales et les effets des changements climatiques doivent être pris en considération. Il faut mener le Cycle de Doha à bonne fin dans une perspective de développement et réexaminer les politiques concernant les biocarburants. L'investissement agricole dans les pays en développement est plus que tout autre chose la clé de la sécurité alimentaire. Il faut saisir l'occasion de la crise pour lancer une « révolution verte », en particulier en Afrique.

75. **M. Okio** (Congo) signale que la détérioration continue de la situation alimentaire remet en cause les engagements concernant l'alimentation et le développement durable dont on a beaucoup parlé dans les diverses réunions au cours de la dernière décennie,

à commencer par le Sommet mondial en 1996. Il faut prendre des mesures immédiates, à savoir une augmentation des investissements dans le développement et la recherche agricoles, la protection de la biodiversité, une réforme des politiques commerciales et la stabilisation des prix du pétrole. La célébration, le 22 mai prochain, de la Journée internationale pour la diversité biologique mettra l'accent sur la relation entre la biodiversité et l'agriculture. Il est également important de souligner la nécessité de changer les comportements dans les économies émergentes, dont la croissance a conduit à une demande accrue de carburant.

76. Afin de résoudre la crise alimentaire avant qu'elle ne sape la paix et la stabilité durement gagnées de son pays, son gouvernement a tenu une réunion du Conseil des Ministres consacrée exclusivement à la hausse du prix des denrées alimentaires et aux pénuries des produits alimentaires de base. Il a décidé de prendre une série de mesures à court, à moyen et à long terme pour répondre aux besoins de base des populations, en conformité avec les engagements qu'il avait pris lors de ses négociations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale et la nécessité d'équilibrer le budget de l'État. Il a immédiatement entrepris les démarches nécessaires en vue de renforcer la capacité des systèmes de réglementation des prix pour les trois à six prochains mois, promouvoir l'établissement de centres d'achats pour l'acquisition de produits de première nécessité en mettant en place des mécanismes commerciaux et lever les droits d'importation sur les intrants agricoles.

77. Les travaux de l'Équipe spéciale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et le prochain Sommet de Rome revêtent une importance vitale dans la lutte contre les menaces que fait peser la crise actuelle sur la paix et la sécurité mondiales. Le Conseil a un important rôle à jouer à cet égard.

78. **M. Loayza Barea** (Bolivie) signale qu'il incombe à la communauté internationale tout entière de définir des politiques économiques pour promouvoir la sécurité alimentaire et atténuer l'impact de la crise sur les groupes les plus vulnérables. Une sécurité alimentaire signifie que la santé humaine est prise en considération et que les denrées alimentaires sont produites en harmonie avec la nature contrairement à la tendance actuelle vers des semences génétiquement modifiées et une production de biocarburants, qui risque d'entraîner une concurrence pour les terres

arables, l'eau et autres ressources ainsi qu'un déclin de la production alimentaire.

79. Il faut saisir l'occasion de la crise actuelle pour mettre au point une réponse collective, harmoniser les priorités en matière de développement et trouver des solutions durables. La Bolivie félicite le Secrétaire général de la création de l'Équipe spéciale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

80. La Bolivie s'emploie à promouvoir une révolution agricole qui permettrait une redistribution des terres et donnerait à un plus grand nombre de familles les moyens de devenir des membres productifs en harmonie avec la nature. Les petits agriculteurs pour qui la protection de l'environnement et le développement social passent avant les intérêts économiques ont accès à des possibilités de crédit sans intérêt. Ce modèle agricole plus durable répond mieux aux besoins changeants de la société.

81. Des changements structurels sont nécessaires si l'on veut traiter les causes de la crise alimentaire et non juste ses effets. Par exemple, les subventions agricoles dans les pays développés ont pour effet d'inonder les marchés des pays pauvres, de fausser les prix, de détourner l'investissement du secteur agricole et de mener à la dépendance. Les denrées alimentaires sont devenues une marchandise et des prix élevés sont perçus sur les terres, les semences et l'eau, tout ce qui récemment encore était considéré comme des biens publics. La Bolivie a l'intention de réclamer le droit à la souveraineté alimentaire et au contrôle de son agriculture.

82. **M. Kim** Bong-hyun (République de Corée) constate que la communauté internationale fait face à une situation telle que les progrès durement réalisés vers les objectifs du Millénaire pour le développement pourraient être perdus en raison de la montée en flèche des prix des denrées alimentaires. Comme les causes et les effets de la crise sont multiples, la réponse se doit aussi d'être globale et multiforme. L'Organisation des Nations Unies, en étroite coopération avec les institutions de Bretton Woods, doit assumer le rôle de chef de file dans les efforts de coordination déployés à l'échelle mondiale.

83. Les problèmes que posent les pénuries alimentaires soulèvent des préoccupations à long terme dont il faut tenir compte. La Banque mondiale prévoit que les prix des denrées alimentaires resteront sensiblement élevés jusqu'en 2015. Dans ces

circonstances, des politiques multiformes englobant des approches stratégiques à long terme ainsi qu'une assistance alimentaire immédiate sont nécessaires pour assurer une sécurité alimentaire durable.

84. Sa délégation est consternée d'apprendre que le tiers environ des pénuries alimentaires est probablement dû à des goulets d'étranglement dans les marchés locaux et les systèmes de distribution. Des mesures immédiates doivent être prises pour améliorer l'efficacité des marchés afin d'empêcher de telles pénuries. En tant que pays ayant surmonté la faim et la pauvreté dans une période relativement courte, la République de Corée est disposée à assumer sa part de responsabilité et participe activement à l'assistance humanitaire. Elle a versé 1,5 million de dollars au Programme alimentaire mondial en 2008.

85. La crise actuelle, si elle est traitée correctement, pourrait être une occasion de régler les problèmes profonds des peuples les plus pauvres du monde. Ce qui doit être fait est évident. Tout ce qu'il faut maintenant c'est une volonté et une direction politiques pour que les engagements se traduisent par des mesures concrètes. La prochaine conférence de Rome sera une autre tribune pour l'élaboration d'une stratégie commune.

86. **M. Ney Cardoso** (Cap-Vert) indique qu'à son avis la crise alimentaire risque d'avoir de graves répercussions à long terme sur le développement durable et la réduction de la pauvreté. De plus en plus de personnes sont quotidiennement acculées à faire des choix difficiles entre l'alimentation, la santé ou l'éducation. La crise alimentaire, ajoutée à la crise énergétique et aux changements climatiques, constitue une menace à la paix et à la sécurité mondiales. La réunion spéciale doit présenter des recommandations concrètes à cet égard. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a été compromise, d'où la nécessité d'adopter une approche globale du développement. Dans un monde interconnecté, l'atténuation des changements climatiques ne pourra être réalisée sans progrès vers le développement durable. Un commerce équitable, notamment l'aboutissement du Cycle de Doha, et l'annulation de la dette des pays en développement et à revenu moyen sont également des éléments essentiels pour un développement durable.

87. Depuis janvier 2008, le Cap-Vert ne figure plus sur la liste des pays les moins avancés. Toutefois, des

vulnérabilités structurelles subsistent et son économie fragile pourrait ne pas absorber les effets des changements climatiques et la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Le Gouvernement est préoccupé face à la possibilité d'une stagnation ou d'un renversement de son processus de développement. Étant donné que le pays dépend beaucoup des importations de carburants et de produits de base, ces facteurs pourraient avoir de graves conséquences sur l'économie et la vie de la population. Le Gouvernement a pris des mesures pour atténuer l'impact de la hausse des prix, mais il compte sur la solidarité internationale de ses partenaires de développement pour l'aider à faire face à ces problèmes. En revanche, le coût de l'inaction pourrait être colossal.

88. **M. Liu Zhenmin** (Chine), abordant à nouveau certaines des raisons complexes de la flambée des prix des produits alimentaires, par exemple les conditions climatiques extrêmes, les prix élevés de l'énergie, les subventions énormes à l'exportation des produits agricoles dans les pays développés, l'utilisation de céréales pour la production des biocarburants, les spéculations du marché et la dévaluation du dollar des États-Unis, estime qu'il n'y a pas lieu de rejeter la responsabilité sur certains pays en développement qui connaissent une amélioration de leur niveau de vie.

89. La communauté internationale assume une responsabilité partagée en matière de sécurité alimentaire mondiale. Ses efforts doivent porter sur une assistance accrue aux pauvres, notamment en fournissant une aide alimentaire ou des subventions alimentaires aux pays en développement, en investissant davantage dans l'agriculture au moyen d'une assistance financière et technique, en menant à bien le Cycle de Doha dont l'aboutissement serait l'établissement d'un système commercial multilatéral équitable, et en donnant la priorité au rôle de l'Organisation des Nations Unies.

90. Son gouvernement attache une grande importance à l'agriculture. Au cours de la décennie écoulée, la Chine a produit la plus grande partie de ses denrées alimentaires à l'intérieur du pays. Avec moins de 9 % des terres arables à l'échelle mondiale, elle a pu nourrir ses 1,3 milliard d'habitants. Son gouvernement est profondément préoccupé par l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les pays en développement et des manques à recevoir auxquels sont confrontés les programmes internationaux d'aide

alimentaire. Il existe encore d'énormes possibilités d'accroître les intrants alimentaires mondiaux. Pour que la situation de la sécurité alimentaire change pour le mieux, il faut que la communauté internationale renforce sa coopération et améliore l'environnement commercial des produits agricoles, que les pays développés accroissent leur assistance aux pays à faible revenu et que le gouvernement local attache de l'importance à l'agriculture.

Déclaration du Président du Conseil économique et social

91. **Le Président**, résumant les débats jusqu'à présent, déclare que la réunion spéciale est la première qu'il organise pour s'acquitter des responsabilités qui lui ont été conférées par le Document final du Sommet mondial de 2005. En réponse à cette crise complexe, tous les pays doivent agir ensemble de toute urgence. Il est clair qu'il y a un rôle à jouer pour les gouvernements, le système des Nations Unies, les banques de développement, les organisations non gouvernementales, la société civile, la communauté scientifique, le monde universitaire, le secteur privé, les organisations philanthropiques et les médias.

92. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité de prêter attention à la réponse à moyen et à long terme à la crise. Il faut faire davantage que maintenir les niveaux antérieurs de l'aide acheminée à court terme. En fait, nous devons redoubler d'efforts pour apporter de quoi manger à ceux qui ont faim. Les pays touchés devraient immédiatement mettre en place des mesures ciblées d'aide alimentaire et d'aide à la nutrition ainsi que des filets de protection sociale comportant des programmes prioritaires en faveur des mères, des nourrissons et des enfants. Il faut donner aux petits exploitants agricoles la capacité de pourvoir aux besoins de la production pour la prochaine saison de croissance. La communauté scientifique doit veiller à ce que son savoir fasse une différence, afin de dégager une meilleure compréhension des marchés des produits alimentaires.

93. À moyen et à long terme, les donateurs devraient réexaminer leurs allocations sectorielles de l'aide publique au développement pour contrer le déclin dans l'aide au secteur agricole et l'appui aux infrastructures. Un effort concerté est nécessaire pour s'attaquer à la crise en Afrique où l'on compte le plus grand nombre de pays les moins avancés. Les participants ont préconisé une augmentation substantielle des

financements accordés par les donateurs en faveur de la recherche publique, de la vulgarisation agricole et de l'infrastructure rurale, afin de stimuler la productivité de l'agriculture. Il conviendrait que les institutions de Bretton Woods envisagent de fournir une aide financière aux pays en développement à faible revenu qui seraient initialement confrontés à des coûts d'ajustement et à une aggravation de l'insécurité alimentaire par suite de la hausse des cours mondiaux résultant de la libéralisation des échanges agricoles.

94. Les gouvernements ont été priés de revoir leurs politiques en matière de biocarburants. L'effet économique net et les incidences économiques et sociales doivent être mis en balance et pris en compte dans tout programme stratégique dans ce domaine. Il importe également de renforcer le dialogue et la coopération au niveau des régions afin d'améliorer la sécurité alimentaire régionale qui faciliterait une réaction rapide en cas de pénuries alimentaires locales. Il demande aux partenaires du secteur privé, en particulier l'industrie alimentaire, de considérer comme un élément important des stratégies de responsabilité sociale des entreprises la nécessité de maintenir les produits alimentaires et les intrants agricoles à des niveaux abordables pour une population mondiale de plus en plus nombreuse. Il encourage la communauté mondiale philanthropique à étendre ses subventions aux partenaires des pays les plus pauvres orientés vers une amélioration de la productivité agricole et l'accroissement de la production alimentaire.

La séance est levée à 18 heures.